

À propos de la représentation diplomatique soviétique à Berne (Mai-Novembre 1918) : un nouvel éclairage à la lumière des rapports de Jan Berzine

Autor(en): **Fleury, Antoine / Tosato-Rigo, Danièle**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **2 (1995)**

Heft 3

PDF erstellt am: **29.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-8119>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

À PROPOS DE LA REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE SOVIÉTIQUE À BERNE (MAI–NOVEMBRE 1918): UN NOUVEL ÉCLAIRAGE À LA LUMIÈRE DES RAPPORTS DE JAN BERZINE

ANTOINE FLEURY ET DANIÈLE TOSATO-RIGO

Lorsqu'il arrive à Berne, le 17 mai 1918, accompagné des 17 membres de la Légation bolchevique, Jan Berzine apprend de la bouche du président de la Confédération, Felix Calonder, à quelles conditions la Suisse est prête à accueillir un représentant de la Russie des Soviets à Berne.¹ N'ayant pas reconnu le gouvernement bolchevique, le Conseil fédéral n'entretiendra avec son représentant que des relations officieuses. Berzine doit par ailleurs garantir que les membres de sa mission s'abstiendront de toute propagande politique.² Engagement verbal que prend le représentant bolchevique, selon les sources suisses; condition étrange, selon le témoignage du chef de la *Légation de la République Socialiste fédérative des Soviets de Russie*, qui aurait répondu que sa Légation était venue «pour établir des relations diplomatiques, financières et commerciales»³ avec la Suisse et qu'elle n'avait pas l'intention d'intervenir dans les affaires intérieures de la Confédération, mais qu'en ce qui concernait la Russie, les mensonges circulant à son propos dans les pays capitalistes lui faisaient un devoir de diffuser des informations véridiques à son sujet.

Six mois plus tard, le 8 novembre 1918, dans le contexte de la grève générale qui ébranle la Suisse, le Conseil fédéral décrète l'expulsion de la représentation soviétique, accusée de n'avoir pas tenu son engagement en matière de propagande. L'enquête menée par le Ministère public de la Confédération n'apportera aucune preuve décisive de la participation de membres de la mission au déclenchement de la grève générale. Expulsée du pays *manu militari* presque du jour au lendemain, la mission Berzine continuera cependant pour longtemps à alimenter l'imaginaire helvétique et la thèse du complot bolchevique en Suisse.⁴

Des documents d'archives russes récemment mis à jour, et plus particulièrement les rapports politiques envoyés à Moscou par le représentant de la Russie des Soviets, permettent sinon de trancher la question, du moins d'éclairer d'un jour nouveau les enjeux de la mission de Jan Berzine en Suisse. Cette brève contribution qui ne saurait viser à l'exhaustivité se propose d'en relever quelques aspects susceptibles d'être l'objet de recherches plus approfondies dans les archives russes et suisses.

LA LIAISON BERNE-MOSCOU

Représentant des bolcheviks à la conférence de Zimmerwald, avec Lénine, Zinoviev et Radek, le balte Jan Berzine est au tout début de sa carrière diplomatique, comme les autres représentants plénipotentiaires soviétiques, lorsqu'il intègre son poste à Berne.⁵ Au cours de ses six mois d'activité diplomatique en Suisse, Berzine enverra, de mai à octobre 1918, une vingtaine de rapports politiques au Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, Tchitcherine, avec copies au plus haut niveau, à Lénine, Trotsky et Sverdlov. Un chiffre peu élevé et des rapports relativement brefs, dont Berzine doit se justifier à plusieurs reprises. Outre sa santé vacillante malgré son jeune âge (il a 37 ans), le diplomate croule sous les tâches consulaires courantes et plus encore, il a les plus grandes difficultés à organiser une liaison efficace avec Moscou.

En effet, le premier problème qui se pose à Berzine est celui des courriers diplomatiques. Pour commencer il lui faut, par l'intermédiaire du représentant soviétique en Allemagne, Joffe, négociier pendant plus d'un mois avant d'obtenir, fin juin 1918, que des passeports pour Berlin soient délivrés aux courriers diplomatiques de la Légation à Berne, condition indispensable à l'acheminement de la correspondance sur Moscou. La question du transit des courriers réglée, c'est le choix des personnes envoyées par Moscou qui occupe Berzine. L'assassinat de l'ambassadeur allemand en Russie, Mirbach, et le soulèvement de Moscou du 6 juillet 1918, dont Berzine apprend par la presse qu'il est l'œuvre des socialistes-révolutionnaires de gauche, confrontent le chef de mission à la présence de courriers qui n'ont «rien de commun avec les bolcheviks».⁶ Il prend alors sans instructions l'initiative de neutraliser les courriers de la Légation appartenant aux SR en remplaçant leurs passeports diplomatiques par des autorisations de séjour temporaires. Révélatrice des divisions existant au sein des autorités soviétiques, cette épreuve de force, qui mériterait d'être étudiée de plus près, met le bolchevique Berzine aux prises avec le vieux dirigeant socialiste-révolutionnaire Marc Natanson. Porteur de fonds provenant du *Comité Exécutif central*⁷ Natanson refuse de s'en désaisir en faveur de Berzine, comme celui-ci le lui intime, et le chef de la Légation par crainte de susciter une réaction de la part des autorités suisses renonce à utiliser la force pour se contenter de faire bloquer la somme en question dans une banque suisse: un incident isolé dans la correspondance de Berzine que des recherches dans les archives russes et dans celles des banques suisses permettront peut-être d'éclaircir un jour.

La position et les moyens d'action de la mission russe, limités par son statut officieux, étaient donc affectés par les dissensions politiques et les règlements de compte à l'intérieur de la coalition révolutionnaire au pouvoir à Moscou sur

**JEDER SCHWEIZERBÜRGER AN
DIE URNE! ES GEHT UM ALLES!**



**Fort
mit russischen Umsturz-
geflüsten! Stimmt
bürgerlich!**

Un des stéréotypes qu'utilise la propagande antibolchevique est celui de la menace par le «homo asiaticus»: un barbare avec un faciès aux pommettes saillantes et aux yeux bridés (Affiche pour les élections au Conseil national en 1919. In: Edwin Lüthy, Das künstlerische politische Plakat in der Schweiz, Bâle 1920, VIII).

laquelle les bolcheviks étaient en train d'imposer leur contrôle: à peine «neutralisés» par Berzine, les deux dirigeants socialistes-révolutionnaires qui accompagnaient Natanson en tant que courriers, A. Schreider et I. Steinberg, ne s'empressent-ils pas de faire des conférences et de publier deux brochures à Genève pour défendre le point de vue de leur parti sur les événements de juillet et sur leur opposition à la paix de Brest-Litovsk?⁸ Or, tout autant sinon plus que la tendance politique des courriers, c'est bien autre chose qui inquiète Berzine, susceptible de compromettre davantage les échanges de correspondance entre la Légation et le siège central. La majorité des courriers envoyés par Moscou à Berne viennent en Suisse en premier lieu pour s'occuper de «commissions privées». Ainsi une dame Edelmann, entrée en Suisse avec un passeport diplomatique, suscite comme de nombreux autres l'ire de Berzine, parce qu'elle compromet la Légation et le pouvoir soviétique avec «ses folles extravagances»⁹. De soi-disant courriers viennent en Suisse pour se faire soigner. En automne 1918, si l'on en croit Berzine, les «courriers» en provenance de Moscou sont toujours plus nombreux à se consacrer à l'achat de chocolat suisse, de bottes et de sous-vêtements. «C'est une chose impossible! écrit-il dans un rapport du 23 septembre. Il faut trouver d'autres moyens pour recevoir des marchandises de la Suisse. Que le Commissariat du commerce et de l'industrie crée (ou nous charge de créer ici) un bureau d'achat ou quelque chose de ce genre qui soit en mesure de fournir les coopératives ouvrières soviétiques en produits suisses. On ne doit pas faire cela par l'intermédiaire des courriers.»¹⁰

De mai à août 1918, les courriers diplomatiques sont les seuls moyens pour la Légation de transmettre des nouvelles en Russie et d'en recevoir. L'attaché commercial, Bratman, a bien été envoyé à Berlin fin juillet avec la mission d'établir une liaison télégraphique avec Moscou¹¹, mais elle ne commencera à fonctionner, semble-t-il, qu'à partir du mois de septembre 1918.

LA MISSION DIPLOMATIQUE DE JAN BERZINE

Si l'un des objectifs de la mission Berzine est bien d'entretenir des relations le plus normales possibles avec le Conseil fédéral, ses rapports politiques démontrent que l'objectif majeur qui lui a été confié est d'entrer en contact avec les représentants des États de l'Entente et d'États neutres et de faire du travail d'information.

De mai à juillet 1918, le plénipotentiaire russe fait le tour des représentations diplomatiques à Berne, sans oublier celle du Vatican. Il a même commencé à établir des relations avec certains Américains influents proches du président

32 ■ Wilson. Mais les suites de ses démarches s'avèrent infructueuses; seuls les

représentants de la coalition allemande lui rendent la politesse en transmettant leur carte de visite. Berzine prend rapidement conscience des limites de son action diplomatique et il s'en ouvre franchement à ses camarades de Moscou dans un rapport du 27 juillet 1918.¹² Les camarades ne se représentent pas bien, selon lui, dans quelles conditions il doit mener son travail. Comment peut-il s'entretenir avec les représentants des États de l'Entente tant que le régime des Soviets n'est reconnu ni par Rome, Paris et Londres? Tout autre est la position de son collègue Joffe, accrédité à Berlin auprès d'un État qui reconnaît le gouvernement de Moscou; Joffe et certains camarades tels que Karakhan, vice-commissaire aux Affaires étrangères, semblent s'imaginer qu'à Berne lui Berzine pourrait «influencer la politique de la France, de l'Angleterre, de l'Italie». Et Berzine de conclure: «Je dois détruire impitoyablement de telles illusions.»

Entre mai et août 1918, rappelons-le, la faiblesse évidente du gouvernement soviétique illustrée par les dissensions internes entre les composantes du pouvoir ainsi que par les interventions des troupes de l'Entente aux franges de l'ancien empire tsariste et les coups de boutoir anti-bolcheviques des troupes tchécoslovaques confortent la conviction de la plupart des observateurs étrangers que le pouvoir des Soviets s'effondrera sous peu. Berzine en ressent les conséquences à Berne. Il souligne dans ses rapports que sa position et ses capacités d'intervention dans les milieux diplomatiques ne deviendront efficaces et crédibles qu'à partir du moment où la situation en Russie même aura tourné au profit du gouvernement des Soviets. À cet effet il prodigue ses conseils aux camarades en haut lieu. Il appelle de ses vœux une victoire militaire de l'Armée Rouge dans les plus brefs délais, seul facteur susceptible à ses yeux d'amener un revirement décisif, condition indispensable à un quelconque succès de sa mission diplomatique à Berne. «En ce moment, écrit-il dans un rapport du 13 août 1918, cela n'a aucun sens de s'adresser aux gouvernements des pays de l'Entente avec quelque proposition que ce soit. Vous à Moscou, vous ne pouvez guère sentir à quel point notre crédit s'est miné en l'espace des deux derniers mois. Plus personne ne nous prend sérieusement en considération. Même Wilson qui continue ses discours flatteurs. Ils ne nous prendront en considération que lorsque nous aurons un tant soit peu montré notre force.»¹³

Tant que l'autorité du gouvernement soviétique ne s'est pas affirmée, la perspective d'une reconnaissance officielle de la Légation par le Conseil fédéral paraît illusoire au diplomate russe; or sans cette normalisation, ses rapports avec les représentants de l'Entente ne sauraient aboutir à quoi que ce soit. Même les pourparlers avec le gouvernement français pour le rapatriement des prisonniers de guerre russes déserteurs ou évadés d'Allemagne, à travers lesquels le chef de la mission soviétique a cherché à entrer en contact avec des représen-

tants français, se conclurent en définitive sans sa participation directe, par l'intermédiaire du Conseil fédéral.

Si l'échec de la mission diplomatique de Berzine est cuisant, qu'en est-il de l'autre aspect de sa mission: sa tâche d'information, sur laquelle il revient à plusieurs reprises? Cette dernière est orientée sur deux axes: il s'agit d'une part de documenter les camarades en Russie sur la situation interne des pays occidentaux et sur leur attitude à l'égard de la Russie, et d'autre part d'éclairer l'opinion des pays occidentaux sur ce qui se passe en Russie à la lumière de la vision du monde bolchevique.

Début juillet 1918, Berzine assure le Commissariat des Affaires étrangères que «le travail d'information est bien mis en train»¹⁴. Un mois plus tard, le 13 août 1918, il peut se féliciter d'avoir diffusé l'appel du gouvernement des Soviets aux peuples de France, d'Angleterre, d'Amérique et du Japon. Et d'ajouter: «sans compter les voies légales, nous utilisons toutes les possibilités illégales pour le répandre en France et en Italie».¹⁵ Début septembre 1918, Berzine communique à Tchitcherine: «J'ai pris des dispositions pour que toutes nos publications – bulletins, brochures etc. – vous parviennent régulièrement. Elles vous permettront de suivre la marche de notre travail d'information et de propagande.»¹⁶

Comment ce travail était-il organisé? Selon un rapport de la Légation de fin septembre 1918¹⁷, son travail d'information et de propagande dispose à cette date de deux instruments. D'une part un *bureau de l'information à l'étranger* prépare un bulletin quotidien relatif aux événements en Russie destiné aux journaux d'Europe occidentale en allemand («Russische Nachrichten», 200 exemplaires) et en français («Nouvelles de Russie», 160 exemplaires). Dans ce même bureau on prépare l'édition de brochures destinées à l'opinion publique occidentale. D'autre part un *bureau d'information* pour la Russie fournit aux dirigeants soviétiques (Commissariat des Affaires étrangères, Lénine) et à la presse (Pravda, Izvestija et Krasnij Journal) des documents sur les pays occidentaux, des livres, revues et journaux, et établit en plus des bulletins réguliers en langue russe sur des questions particulières.

En outre la Légation a préparé la mise sur pied d'une agence télégraphique à Berne (ROSTA Berne) servant de relais pour l'agence télégraphique russe. Mais selon Mme Berzine chargée de la mise en place de ce service, il semblerait qu'elle n'ait pas réussi à obtenir de ligne directe entre Berne et Moscou. À fin septembre 1918 elle déplore devoir continuer à faire passer ses messages par Berlin. Arrivent-ils tous à destination? Elle en doute, et suspecte la censure allemande, peinant à s'expliquer pourquoi seule une partie infime des communiqués qu'elle envoie à Moscou sont utilisés dans la presse russe. Bien consciente

34 ■ de la faiblesse des moyens à sa disposition, elle reconnaît qu'il sera difficile de

concurrencer les grosses agences télégraphiques comme l'agence Wolff qui a plusieurs correspondants à Genève, Lugano etc. «Mais il me semble, relève-t-elle, que même dans les cas où mes correspondances auront un retard de quelques heures en comparaison de celles de Wolff, elles auront malgré tout pour nous une grande importance. Des informations connues, en particulier des communications sur le mouvement socialiste dans les différents pays, demeurent inutilisées par les agences télégraphiques bourgeoises ou reçoivent une interprétation faussée dans leurs télégrammes».¹⁸

Quel bilan tirer de l'activité d'information et de propagande de la Légation? Il faudrait pour répondre définitivement à cette question, disposer d'une étude détaillée sur l'ampleur de ce travail d'envoi de communiqués aux journaux occidentaux, de leur publication et réception, non seulement dans la presse suisse mais dans la presse européenne, ainsi que des travaux d'édition (brochures, livres etc.) effectués par les services de la Légation.¹⁹

À la lecture des rapports de Berzine, on a le sentiment que le travail confié aux collaborateurs de la représentation bolchevique et assumé par eux n'a guère pu atteindre ses objectifs, en raison des difficultés qu'ils éprouvent à obtenir à temps des informations dignes d'intérêt. Réduit plus d'une fois à la lecture de vieux numéros de la presse russe, qu'il découvre au fond des poches de courriers diplomatiques venus de Moscou les mains pratiquement vides, Berzine dénonce à maintes reprises cet état de choses. Ainsi plus de deux mois après son arrivée à Berne, il doit rappeler aux responsables de l'information à Moscou, qui lui paraissent sousestimer l'importance de son travail, «que l'on ne peut faire du travail d'information en ne recevant aucune nouvelle de Russie».²⁰ On peut dès lors se demander, si l'on tente une appréciation d'ensemble du travail d'information de la Légation soviétique à Berne, de quelle portée réelle il convient de le créditer. Faut-il s'en tenir au catalogue des insuffisances qui se dégage des rapports de Berzine? Que devient dans ce cas la perception qu'en ont eue les autorités suisses, notamment le Ministère public, qui ont jugé bon d'expulser le responsable de ce service, J. Zalkind, début novembre 1918?²¹

RELATIONS AVEC LE CONSEIL FÉDÉRAL

Dans ses rapports, Jan Berzine se félicite de la qualité de ses entretiens personnels avec le président de la Confédération Calonder ainsi que de ceux de ses collaborateurs avec des hauts fonctionnaires du Département politique. «Mon impression générale, écrit-il en juin 1918, est que le gouvernement suisse veut nous prendre au sérieux, est prêt à diverses concessions, et viendra au-devant de ■ 35

nous dans toutes les affaires d'ordre pratique. Mais il est dépendant d'influences les plus diverses, aussi bien externes qu'internes. C'est pourquoi nous devons être prêts à des surprises de toutes sortes.»²²

Berzine ne fait pas ici preuve d'un optimisme excessif, car en effet les questions pratiques sur lesquels des arrangements ont été trouvés ne sont pas négligeables. Il y a eu en premier lieu, dans les jours qui ont suivi son arrivée à Berne, l'interdiction signifiée par le Conseil fédéral à l'ancienne Légation de Russie de toute activité diplomatique et consulaire, accompagnée de la mise sous scellés de ses archives. Il y a ensuite la négociation en cours relative au rapatriement de Suisses de Russie, dont un premier train arrivera à Lucerne en juillet 1918, puis le rapatriement en juin d'internés russes en Suisse, et, en septembre, le transit par la Suisse de soldats russes retenus en France. Enfin il y a le chapitre principal: les relations commerciales qu'il s'agit de relancer entre les deux pays. Très rapidement Berzine s'est rendu compte que le Conseil fédéral accordait une grande importance à la reconduction du traité de commerce et d'établissement de 1872 que le gouvernement Kerensky avait dénoncé et qui arrivait à échéance en novembre 1918. Aussi a-t-il saisi l'opportunité qui s'offrait à lui pour suggérer la création d'une commission mixte pour réviser l'accord en question: «L'on peut craindre qu'ils [les Suisses] prennent peur à la dernière minute de faire ce pas qui équivaut peut-être à une reconnaissance officielle de notre gouvernement, mais l'on peut essayer.»²³

L'enjeu est de taille de part et d'autre. Pour la Suisse il s'agit de voir reconduits les droits et les prérogatives de ses ressortissants en Russie, fortement ébranlés par les décrets révolutionnaires; s'y ajoute l'intérêt d'être mis immédiatement au bénéfice des avantages consentis aux puissances centrales signataires du Traité de Brest-Litovsk au titre de la clause de la nation la plus favorisée; pour la partie soviétique, il s'agit au contraire de modifier certaines clauses de la convention manifestement en contradiction avec la politique économique du gouvernement révolutionnaire et de prévoir des modalités nouvelles de relations commerciales telles que l'institution d'un bureau d'achat dans chacun des pays partenaires pour faciliter les échanges commerciaux. L'intérêt des Russes à se procurer en Suisse certains produits que l'Allemagne en guerre n'est plus en mesure de leur fournir ressort en outre clairement des rapports de la Légation.²⁴

La perspective d'aboutir à des résultats apparaît prometteuse début septembre 1918 dès les préparatifs de départ à Moscou du nouveau ministre-résident désigné par le Conseil fédéral, Albert Junod. Berzine attire l'attention du Commissariat des Affaires étrangères sur l'importance du sujet: «J'accorde une grande importance à la question de la reprise des relations commerciales



Autre image forte reprise et variée à souhait par la propagande anticommuniste: le bolchevique voulant enflammer l'Europe. Ici un exemple suisse. (Affiche pour les élections au Conseil national [canton de Lucerne] 1919. In: Edwin Lüthy, Das künstlerische politische Plakat in der Schweiz, Bâle 1920, XVIII).

tion. De Suisse nous pouvons obtenir toute une série de marchandises indispensables, en très faible quantité sur le marché mondial (appareils électriques, médicaments, machines agricoles, montres etc.). Si en échange de ces marchandises nous pouvions donner aux Suisses quelques matières premières – lin, cuir etc. –, même du pain, cela renforcerait par ailleurs notablement notre situation internationale. Je pense que l'Allemagne est très intéressée à cette affaire, parce que de cette manière elle contribuerait à libérer la Suisse de l'influence des pays de l'Entente – surtout de l'Amérique –, dont la Suisse dépend presque entièrement au point de vue économique (l'Allemagne ne fournit que le charbon). Il est vrai que la Suisse est intéressée à la reprise des relations commerciales avec la Russie, mais d'elle-même elle n'exercera aucune pression sur l'Allemagne, car elle ne croit pas à la viabilité du gouvernement soviétique. Par ailleurs sa pression pourrait avoir moins d'importance qu'une pression de notre côté.»²⁵

Aux yeux de Berzine, les camarades de Moscou sous-estiment l'importance des négociations commerciales avec le Conseil fédéral, alors même que la visite de plus d'une heure qu'Albert Junod a rendu au chef de la Légation soviétique, le 11 septembre 1918²⁶, a confirmé l'intérêt marqué par les autorités suisses pour ces pourparlers. Berzine déplore l'absence de directives claires de Moscou sur la marche à suivre dans cette affaire et reproche au Commissariat des Affaires étrangères de ne pas accorder «à la petite Suisse l'attention qu'elle mérite».²⁷ D'un autre côté, les pourparlers relatifs au traité sont hypothéqués par l'extrême prudence des partenaires suisses qui refusent d'échanger une quelconque correspondance écrite avec la Légation en raison de son statut officieux. Cette situation provoque une grande perplexité chez les négociateurs soviétiques à propos de la nature exacte des engagements auxquels les Suisses les invitent néanmoins à souscrire. La méfiance qui en résulte peut se mesurer à l'appréciation de l'attaché commercial Bratman du 24 septembre 1918: «Le Département politique n'estime même pas possible d'échanger une correspondance avec nous. Comment ils pensent dans de telles conditions conclure des traités, c'est leur secret. Cette circonstance montre une nouvelle fois que ce ne sont pas les traités qui les intéressent mais qu'ils essaient de nous forcer à une démarche inconsidérée qui nous obligerait à satisfaire leurs prétentions financières.»²⁸

À l'approche du départ de Junod, Berzine très conscient des enjeux globaux de la mission du nouveau représentant suisse auprès des Soviets, conseille de négocier avec ce dernier le plus longtemps possible avant d'opposer une fin de non recevoir à ses demandes de dédommagement économique et financier en faveur des Suisses de Russie touchés par les mesures de nationalisation.²⁹

38 ■ On le sait, les événements suivront un autre cours: le jour même où Junod arrive

à Pétrograd, investi de la mission de sauvegarder les intérêts suisses et de promouvoir les échanges commerciaux, le Conseil fédéral expulse Berzine et ses collaborateurs du territoire de la Confédération.

POINTS DE VUE SUR LES SOCIALISTES SUISSES

Les rapports politiques de Berzine, par ailleurs assez précis, ne donnent aucune information sur des entretiens personnels qu'il aurait eus avec des socialistes suisses. Il mentionne certes des contacts mais qui sont semble-t-il le fait de ses collaborateurs. Pour sa part il déplore un mois après son arrivée n'avoir pas d'accès direct aux «masses laborieuses», car «il ne fait pas de doute que les ouvriers suisses nourrissent une grande sympathie pour les bolcheviks et les reconnaissent tout à fait comme leurs.»³⁰ Berzine semble aussi avoir senti «des sympathies les plus sincères dans les organisations de la jeunesse socialiste». Toutefois «parmi cette merveilleuse jeunesse il y a beaucoup de têtes ardentes et peu de travailleurs sérieux et de valeur, les plus remarquables d'entre eux, Münzenberg et Herzog sont internés actuellement». Quant aux appréciations que porte Berzine dans ce rapport du 24 juin 1918 sur un certain nombre de dirigeants socialistes, elles sont au contraire peu flatteuses. À propos de Fritz Platten il se demande s'il convient de l'encourager à retourner en Russie. Robert Grimm dont le journal «rose pâle», la *Berner Tagwacht*, a favorablement accueilli l'arrivée de la Légation, cherche selon lui à entrer dans les bonnes grâces de cette dernière pour en obtenir une légitimation: «en politique, il essaie, comme auparavant d'être assis sur deux chaises». On peut constater que pour chacun des dirigeants socialistes évoqués dans son rapport, Berzine raisonne en termes froidement utilitaristes: Charles Naine et Paul Graber ont beau continuer «à nourrir les lecteurs de *La Sentinelle* de leur maigre pâtée socialo-pacifiste», à défaut d'un autre journal de langue française leurs services pourront être «utiles» et il faudra «de temps en temps leur fournir un soutien modeste». Grimm aussi sera «parfois utile» dans les affaires politiques, et Berzine pense «que l'on peut utiliser ses services sans vergogne». Quant à Platten, est-il «nécessaire» aux camarades de Moscou?

Malgré la piètre estime qu'il a des dirigeants socialistes, Berzine les estime utilisables. Est-ce à défaut de mieux? On peut se demander si le choix du diplomate Berzine ne se porte pas d'emblée sur les personnalités de gauche qui font partie du système politique et qui par ailleurs sont le moins susceptibles de gêner ses relations avec le Conseil fédéral qu'il cherche à ménager dans la mesure du possible. N'est-ce pas pour cette même raison que Berzine recommandera à plusieurs reprises aux camarades de Moscou de se distancer de la ■ 39

personne trop controversée de Karl Moor, ce qui lui vaudra d'ailleurs, à l'en croire, une lettre des plus virulentes de Radek en faveur du «vieux Moor» que Berzine aurait «soit disant offensé»?³¹

CONCLUSION

Quel éclairage nouveau les rapports politiques de Jan Berzine apportent-ils sur sa mission à Berne?

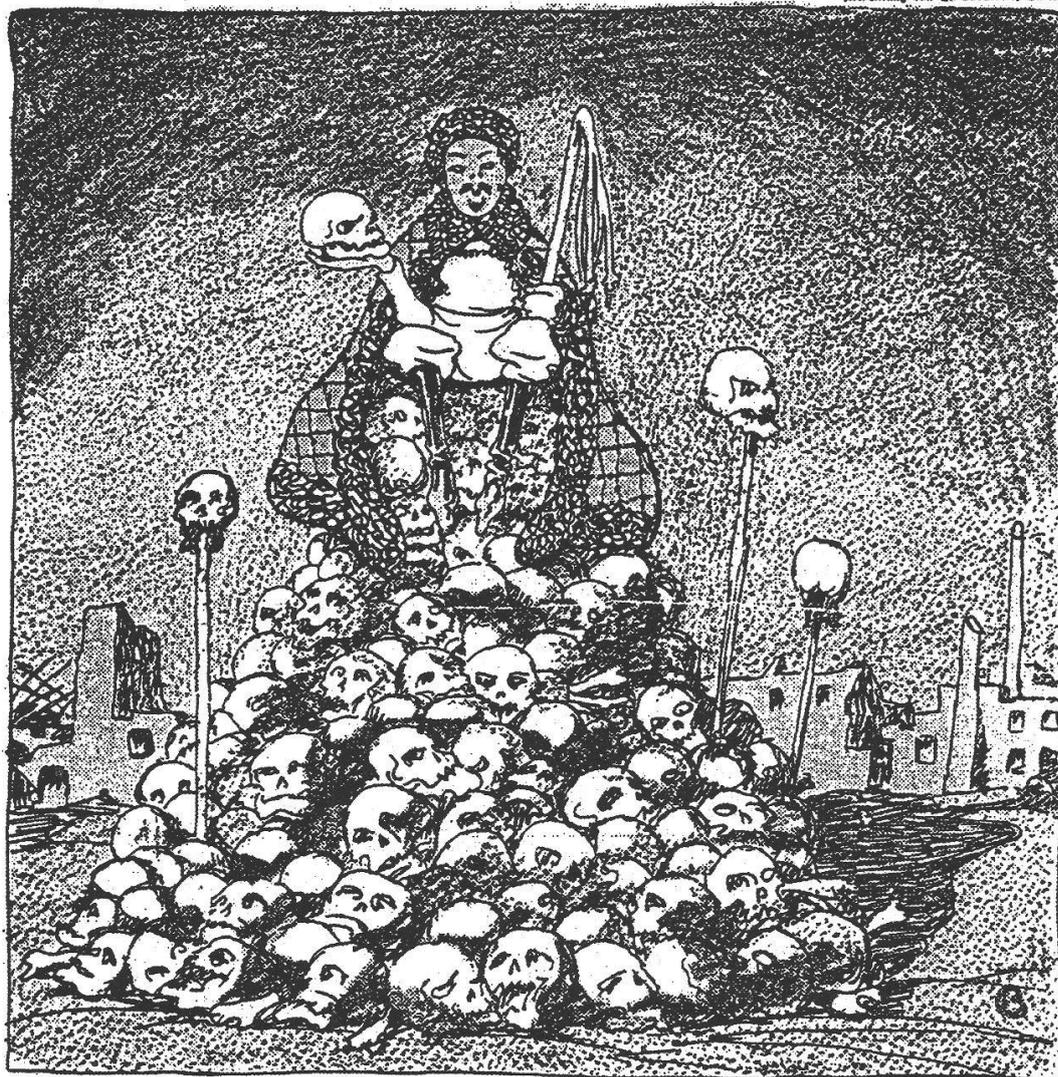
L'importance de la tâche d'information et de propagande de la Légation des Soviets est à relativiser. Si Berzine la met en avant, c'est pour compenser dans une certaine mesure l'échec de sa mission diplomatique. On retrouve d'ailleurs la même tentative d'auto-justification dans le discours qu'il tiendra le 25 novembre 1918 devant le Comité central des Soviets, suite à son expulsion de Suisse.³²

La Suisse, il faut le relever, n'intéresse guère Jan Berzine en tant que telle. On ne trouve nulle part chez lui de commentaire sur les spécificités de l'État fédéraliste qui avait pourtant inspiré quelques réflexions à Lénine. Nulle allusion non plus aux possibilités d'y renforcer le mouvement ouvrier, victime aux yeux de Berzine de la mollesse de ses dirigeants.³³ La situation intérieure du pays est pratiquement absente de ses rapports. Si les relations bilatérales – plus animées en réalité pendant cette période qu'il n'y paraît à première vue – occupent une part importante de sa correspondance, l'essentiel de ses réflexions porte cependant sur la situation internationale, que Berzine, soucieux du prestige de la Russie des Soviets, analyse avec acuité, et dont il perçoit très clairement qu'elle détermine entièrement sa position et ses moyens d'action à Berne. Ironie du sort, le représentant bolchevique n'a pas le temps de saluer les débuts tant souhaités «des dernières convulsions capitalistes» en Allemagne, en octobre 1918, qu'il sent déjà son travail à Berne sous l'hypothèque des pressions de l'Entente: «Je crains, écrit-il le 2 octobre 1918, que les prochaines victoires des Alliés ne rejaillissent sur notre travail en Suisse. La Suisse, grosso modo, est très dépendante de l'Entente, surtout de l'Amérique. Toute une série de mesures de politique intérieure ont été prises ces derniers temps sous la pression de Wilson. Ils ne nous ont pas encore fait la peau, mais certains symptômes (en particulier les attaques des journaux français contre notre Bureau d'information) sont très révélateurs.»³⁴ Réflexion prémonitoire?

Sous la pression d'événements extérieurs, les espoirs fondés par Berzine sur l'envoi de Junod en Russie et sur une reconnaissance diplomatique liée à la

Gott Lenin

(Zeichnung von H. Bessette, Zürich)



iff immer noch oben!

«Gott Lenin ist immer noch oben» (In: Nebelspalter 50, 13 décembre 1919).

force est de reconnaître que le Conseil fédéral a dans une certaine mesure joué le jeu de la mission Berzine. Il lui a en effet donné un chiffre, instrument de la reconnaissance diplomatique, et a entamé avec elle des discussions sérieuses quoique exclusivement verbales à propos du traité de commerce, et ce jusqu'à ce que les pressions de l'Entente et de la France le poussent à expulser Berzine et tout le personnel de la Légation; ce faisant il privait les bolcheviks de la «carte de visite» suisse, d'un centre d'information et de propagande et d'une plate-forme diplomatique dont ils avaient imaginé pouvoir lui faire remplir une fonction importante. Nous avons vu à quels résultats modestes elle a abouti. ■ 41

Mais si modestes fussent-ils, il n'en demeure pas moins que la seule présence de cette mission soviétique en Suisse, au cœur de l'Europe, a été perçue comme suffisamment dangereuse pour que les puissances de l'Entente aient cru nécessaire d'intervenir auprès d'un État neutre pour en exiger le renvoi.

Notes

- 1 Cette contribution se base sur la recherche qui a conduit à la publication du recueil *Suisse-Russie 1813–1955. Contacts et ruptures. Schweiz-Russland 1813–1955. Aufbau und Krisen der Beziehungen*, Documents tirés des Archives du Ministère des Affaires étrangères de Russie et des Archives fédérales, choisis, annotés et présentés par A. Fleury et D. Tosat-Rigo, DFAE/ Archives fédérales suisses (éd.), Berne 1994.
- 2 *Suisse-Russie 1813–1955*, document 103.
- 3 Rapport de Berzine du 24 mai 1918. *Suisse-Russie 1813–1955*, 263.
- 4 Sur la mission bolchevique à Berne, voir Alfred Erich Senn, *Diplomacy and Revolution. The Soviet Mission to Switzerland 1918*, Notre-Dame University Press 1974; Willy Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, Zurich 1988 (3e éd.); Dietrich Dreyer, *Schweizer Kreuz und Sowjet Stern: die Beziehungen zweier ungleicher Partner seit 1917*, Zurich 1989. Quant à l'interprétation du «complot» bolchevique en relation avec la grève générale, voir Edgar Bonjour, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, Bâle 1970, t. 2; *Handbuch der Schweizer Geschichte*, Zurich 1980; Peter Dürrenmatt, *Schweizer Geschichte*, Zurich 1963; Roland Ruffieux, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne 1974. Pour la documentation disponible en Suisse sur la mission Berzine, que les auteurs du présent article n'ont délibérément pas prise en compte, voir *Suisse-Russie 1813–1955; Documents diplomatiques suisses*, vol. 6 et 7/I; Willy Gautschi, *Dokumente zum Landesstreik 1918*, Zurich, 1988 (2e éd.).
- 5 À l'exception du représentant russe en Espagne, tous les chefs de mission à l'étranger nommés par le gouvernement Kerensky ont refusé de collaborer avec le gouvernement des Soviets. Ce dernier ne possède, à l'entrée en fonctions de Berzine à Berne, que trois représentants dans les pays occidentaux: Adolf Joffe à Berlin, Maxime Litvinov à Londres et Vatzlav Vorovskij à Stockholm.
- 6 Sur toute cette affaire, voir le rapport de Berzine du 10 juillet 1918. Moscou, Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie (désormais AVPRF), f. 04, op. 46, p. 281, d. 54035, ll. 23–25.
- 7 Élu par le congrès pan-russe, multipartite jusqu'en juillet 1918, le comité exécutif, qui compte plus de deux cents membres, est détenteur de l'autorité politique. Cf. Pierre Broué, *Le parti bolchevique. Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.*, Paris 1971, 110 s.
- 8 Brochures de juillet 1918 reproduites en fac-similé dans «Spartacus» 1983 (No 122).
- 9 Rapport de Berzine du 3 septembre 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281, d. 54035, ll. 81–82.
- 10 Rapport de Berzine du 23 septembre 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281, d. 54035, ll. 103–105.
- 11 *Suisse-Russie 1813–1955*, document 109.
- 12 *Suisse-Russie 1813–1955*, document 110.
- 13 Rapport de Berzine du 13 août 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281, d. 54035, l. 56.
- 14 Rapport du 10 juillet 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281, d. 54035, ll. 23–25.
- 15 Rapport du 13 août 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281, d. 54035, l. 53.
- 16 Rapport du 3 septembre 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281, d. 54035, ll. 81–82.
- 17 Rapport rédigé par J. Zalkind le 25 septembre 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281.

- 18 Rapport de Mme Berzine du 26 septembre 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281.
- 19 On trouvera des indications concernant les Éditions Promachos, à Belp, des frères Jordi, qui imprimèrent des publications pour la mission soviétique, chez Hans-Ulrich Jost, *Linksradikalismus in der deutschen Schweiz 1914–1918*, Berne 1973; *Die Altkommunisten. Linksradikalismus und Sozialismus in der Schweiz 1919–1921*, Berne 1977. Alfred Erich Senn donne un aperçu de la question dans *Diplomacy and Revolution*, chap. 7: *Information and propaganda*, 111–127.
- 20 Rapport de Berzine du 27 juillet 1918. *Suisse-Russie 1813–1955*, 280.
- 21 Voir *Suisse-Russie 1813–1955*, 304, note 1.
- 22 Rapport de Berzine du 24 juin 1918. *Suisse-Russie 1913–1955*, 268.
- 23 Rapport de Berzine du 25 juillet 1918. *Suisse-Russie 1813–1955*, 277.
- 24 Voir les rapports de l'attaché commercial Bratman au Commissariat du Peuple au Commerce et à l'Industrie du 11 juin et du 15 juillet 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281, d. 54035, ll. 28–34.
- 25 Rapport de Berzine du 6 septembre 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281, d. 54035, ll. 83–85.
- 26 Voir le rapport de Berzine du 11 septembre 1918. *Suisse-Russie 1813–1955*, document 113.
- 27 Rapport de Berzine du 28 septembre 1918. *Suisse-Russie 1813–1955*, 303.
- 28 Rapport de Bratman du 24 septembre 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281, d. 54035, l. 100.
- 29 Rapport du 23 septembre 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281, d. 54035, ll. 103–105.
- 30 Rapport de Berzine du 15 juin 1918. *Suisse-Russie 1813–1955*, document 106.
- 31 Rapport du 6 septembre 1918. AVPRF, f. 04, op. 46, p. 281, d. 54035, ll. 83–85.
- 32 Voir *Suisse-Russie 1813–1955*, 327, note 2.
- 33 Le conseiller de Légation Schklovskij est tout aussi critique dans le rapport qu'il adresse à Lénine le 13 août 1918. *Suisse-Russie 1813–1955*, document 112.
- 34 *Suisse-Russie 1813–1955*, 306.

ZUSAMMENFASSUNG

DIE DIPLOMATISCHE VERTRETUNG DER SOWJETUNION IN BERN (MAI–NOVEMBER 1918)

Im Mai 1918 empfing der Bundesrat in Bern eine von Jan Berzin geleitete diplomatische Mission aus der Sowjetunion. Die Gesandtschaft hatte allerdings nur offiziösen Status, da die Schweiz bisher der sowjetischen Regierung die diplomatische Anerkennung versagt hatte. Dennoch unterhielt der Bundesrat Beziehungen zu den russischen Diplomaten, und es fanden Gespräche zwischen Vertretern der Schweizer Regierung und den Gesandten aus der Sowjetunion statt. Sechs Monate später – als der Landesgeneralstreik die Schweiz erschütterte – wurde die sowjetische Gesandtschaft wegen Propagandatätigkeit des Landes verwiesen. Dieses Ereignis vermochte in den kommenden Jahren dem Gerücht über ein «bolschewistisches Komplott» in der Schweiz Nahrung zu geben.

Dokumente aus den russischen Archiven und insbesondere die politischen Berichte, die Jan Berzin nach Moskau geschickt hat (wovon mehrere in der Dokumentensammlung *Suisse-Russie 1813-1955. Contacts et ruptures*, Bern 1994, abgedruckt sind), werfen neue Fragen für die Forschung auf und erlauben es, den Einsatz der sowjetischen Mission in der Schweiz unter neuer Perspektive zu betrachten. Die Autorin und der Autor haben – ohne Anspruch auf erschöpfende Behandlung des Themas – im vorliegenden Aufsatz vier wichtige Bereiche angesprochen: die Verbindung Bern-Moskau, die diplomatische Mission von Jan Berzin, seine Beziehungen zum Bundesrat und sein – sehr kritisches – Urteil über einige sozialistische Führer in der Schweiz.

Die Berichte von Berzin lassen die Schwierigkeiten erkennen, die der sowjetische Vertreter zu bewältigen hatte, um eine funktionierende Kommunikationslinie zu Moskau aufzubauen. Berzin war nicht nur mit technischen Problemen und der Unmöglichkeit konfrontiert, eine direkte telegraphische Verbindung nach Moskau herzustellen, sondern er war auch auf Kuriere angewiesen, die öfters mehr daran interessiert waren, in der Schweiz ihre Einkäufe zu tätigen als aktuelle Informationen aus Russland zu liefern. Die Gesandtschaft litt ausserdem unter den Auswirkungen der internen Spannungen in der sowjetischen Führung und musste nach dem von den linken Sozialrevolutionären organisierten Putschversuch vom Juli 1918 jene Kuriere entlassen, die dieser Partei angehörten.

Auch waren die Leistungen der Mission Berzin bescheiden. Die Erfüllung der einen Aufgabe scheiterte kläglich: Es gelang Berzin nicht, Kontakte zu den Vertretern der Entente-Staaten zu knüpfen. Offensichtlich um diesen Misserfolg zu kompensieren, hob Berzin in den Berichten den andern Teil seines Auftrags hervor: die Informationsarbeit und Propagandatätigkeit. Es handelte sich bei dieser Aufgabe einerseits darum, die Genossen in Russland über die innere Lage der westlichen Länder und über deren Einstellung zu Russland ins Bild zu setzen, andererseits die Öffentlichkeit des Westens über die Ereignisse in Russland aus bolschewistischer Sicht aufzuklären. Aber auch hier blieben die Erfolge anscheinend weit hinter den Erwartungen zurück, zumal die Gesandtschaftsmitarbeiter grösste Mühe bekundeten, aus Russland rechtzeitig die benötigten Informationen zu erhalten.

Hingegen waren die Kontakte zum Bundesrat in dieser Zeit weit lebendiger, als es auf ersten Blick erschien. Sie hatten unter guten Vorzeichen begonnen, hauptsächlich wegen dem Interesse der Schweizer Regierung an Wirtschaftsbeziehungen zwischen den beiden Ländern – eine Tatsache, die von Berzin sehr bald erkannt und hervorgehoben worden war. Doch ausgerechnet an demselben Tag, als Albert Junod, der Schweizer Vertreter in Russland, mit der Instruktion, die Schweizer Interessen zu verteidigen, in Petrograd ankam, wies

Berzin aus. Er entzog den Bolschewisten damit die «Schweizer Visitenkarte». Die Sowjetunion verlor ein Informations- und Propagandazentrum sowie eine diplomatische Plattform, der sie grosse Bedeutung beigemessen hatte, deren Leistungen allem Anschein nach aber eher dürftig waren. Obschon Berzins Bemühungen nicht gerade von Erfolg gekrönt waren, erschien die blosse Anwesenheit der sowjetischen Gesandten mitten in Europa den Entente-Staaten als gefährlich genug, um bei einer neutralen Regierung zu intervenieren und die Ausweisung der Mission zu fordern.

(Übersetzung: Regula Ludi)